

Affaires courantes

pays à favoriser ainsi les familles riches. Nous pourrions passer en revue notre régime fiscal et supprimer l'une après l'autre toutes ces échappatoires.

Quand on va dans les stades du pays, on voit tous ces gens dans les loges prendre un verre, manger des petits fours et bénéficier de billets gratuits. Toutes ces dépenses sont déductibles d'impôt. Pourquoi les travailleurs devraient-ils payer pour aller voir un match de hockey, de football ou de baseball pendant que les riches y assistent gratuitement aux frais des contribuables? Pourquoi permettons-nous que cela se produise année après année?

Il est évidemment nécessaire de prendre un certain nombre de mesures. Nous devons réexaminer la TPS et la remplacer par une autre formule au moyen d'une réforme fiscale appropriée. Il faut en outre renoncer à l'ALÉ-NA avant que le Canada y laisse sa chemise et hypothèque l'avenir de ses enfants.

Il faut reconnaître que notre régime de soins de santé est gravement menacé à cause du désengagement que pratique le gouvernement fédéral. À mon point de vue, le gouvernement fédéral n'a pas payé sa juste part pour l'établissement et le maintien d'un régime d'assurance-maladie universel qui soit le même partout au Canada, que ce soit dans l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba ou en Colombie-Britannique. Tout cela risque maintenant de changer. Si on n'y prend garde, on se retrouvera avec 12 régimes différents et non un seul.

N'oublions pas non plus l'enseignement postsecondaire. S'il est une chose qu'il faudra reconnaître, c'est bien que les jeunes constituent la plus importante composante du pays et qu'ils devront d'instruire, se recycler et s'améliorer afin de pouvoir jouer le rôle qui leur revient dans l'économie. Il importe donc d'accorder une attention particulière à notre système d'enseignement postsecondaire, soit à nos collègues, à nos écoles de métiers, à nos universités, à nos écoles de commerce, etc. Afin d'aider les Canadiens à accroître leurs connaissances pour pouvoir soutenir la concurrence, tant au Canada qu'à l'étranger, nous devons mettre davantage l'accent sur ce qu'on appelle généralement le secteur de l'éducation postsecondaire. En d'autres termes, il faut accroître l'aide financière accordée à l'éducation postsecondaire, voire utiliser à meilleur escient les ressources disponibles.

En guise de conclusion, je voudrais simplement dire que nous vivons les dernières heures de la présente législature. La prochaine fois que nous nous réunirons,

ce sera après les élections. Entre-temps, la population du Canada aura l'occasion, pendant la campagne électorale, d'évaluer le programme des partis et de participer à ce grand processus qu'on appelle la démocratie. Et je remercie le ciel de vivre dans un pays démocratique.

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge): Madame la Présidente, c'est pour moi un honneur de prendre la parole à l'occasion de cette motion d'ajournement, en ce dernier jour de la législature, en ce dernier jour de ma carrière de législateur, qui a duré environ 14 ans.

En écoutant des députés élus en 1972 et en 1968 qui prennent leur retraite après avoir siégé ici 25 ans, je me dis que 14 ans, ce n'est pas très long. Je devrais peut-être me représenter. Par contre, lorsque je constate que la carrière moyenne d'un député est de moins de cinq ans, même une période de 14 ans semble très longue; 25 ans, c'est une éternité.

Je pourrais passer tout mon temps à réfuter les arguments avancés par le député de Kamloops. Je pourrais débiter son discours par coeur, mais jamais aussi bien que lui, sans rien omettre, parce qu'il ressasse toujours les mêmes arguments, même si nous y avons répliqué avec le plus grand soin. Je pourrais démontrer qu'il est tout simplement dans l'erreur, mais je n'en ferai rien.

Je me contenterai de dire, à propos des observations de mon collègue de Kamloops, que le Canada doit décider s'il veut participer à l'économie mondiale, comme il doit le faire en tant que nation commerçante tirant le tiers de ses revenus du commerce international, ou s'il veut s'isoler, avec ses 26 millions d'habitants, en dressant autour de lui une muraille de Chine. Les Canadiens savent d'instinct que nous ne pouvons à la fois nous isoler et maintenir notre haut niveau de vie.

• (1840)

Aux élections, en Alberta, le Nouveau Parti démocratique a été balayé. Pas un seul siège. Cela montre à quel point le simple citoyen comprend la différence entre l'idéologie socialiste et ses effets dans la réalité de leur vie, en voyant ce qui s'est passé en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et surtout en Ontario.

J'ai bon espoir que, lorsqu'ils iront aux urnes, les Canadiens éliront de nouveau un gouvernement progressiste-conservateur parce que, comme le député de Calgary-Centre, nous faisons face à la réalité. Nous prenons des décisions qui s'appuient sur la réalité actuelle plutôt que sur quelque conception socialiste du monde, à la fois éphémère et idéaliste.